

Questions orales

LES AÉROPORTS

PICKERING—LES EXPROPRIATIONS—LA COMPOSITION
ET LE MANDAT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

M. John Harney (Scarborough-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Vu que deux mois se sont écoulés depuis qu'il a annoncé qu'une commission d'enquête serait créée relativement aux expropriations de terrains autour du deuxième aéroport international de Toronto, le ministre est-il à même de nous dire quand la composition de cette Commission sera annoncée et quelles en seront les attributions?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je pense avoir répondu à cette question, il y a quelques minutes. Le mandat n'est pas encore défini. Nous avons une liste de personnes que nous aimerions soumettre au gouvernement de l'Ontario. Quant au temps qu'il faudra, je puis seulement dire que j'espère que ce ne sera pas trop long, mais je ne puis dire quand je serai à même de faire une déclaration.

* * *

LES TRANSPORTS

LA HAUSSE DU TARIF-MARCHANDISES SUR LA LIGNE
HALIFAX-SAINT-JEAN—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Tom Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, je n'ai qu'une seule question pour le ministre des Transports. Vous vous trouverez cependant devant un problème, car j'ai déjà promis une question supplémentaire à l'un des députés de Halifax.

Des voix: Oh, oh!

M. Bell: Étant donné la grande préoccupation que cause, dans l'est du Canada, la nouvelle augmentation des taux de transport par chemin de fer en ce qui concerne le trafic des containers entre Halifax et Saint-Jean, le ministre voudrait-il utiliser son pouvoir renommé de persuasion—qu'il n'a pas beaucoup utilisé dernièrement—consulter le leader de la Chambre qui vient de Nouvelle-Écosse et le ministre des Travaux publics qui vient du Nouveau-Brunswick et se rendre auprès des compagnies de chemin de fer afin de faire un dernier effort pour qu'elles modèrent ces taux qui vont ruiner nos entreprises?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je pense que le député sait que je vais, sous peu, rencontrer les premiers ministres des quatre provinces Maritimes, le 9 avril.

M. Bell: Les nouveaux taux entrent en vigueur le 1^{er} avril.

M. Marchand (Langelier): Oui, mais je n'y puis rien. La seule chose que je puisse faire, c'est d'essayer de convaincre les parties. Le but de la rencontre est de revoir toute la politique, toute la structure des taux de transport dans les provinces Maritimes et je pense que cette rencontre nous donnera une meilleure occasion de discuter du sujet abordé aujourd'hui.

[M. l'Orateur.]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

DEMANDE DE DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE PAR SUITE DE LA
DISTRIBUTION DE FORMULES INAPPROPRIÉES

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Étant donné que des milliers de Canadiens vont être obligés de réviser leur déclaration d'impôt sur le revenu à cause d'une erreur de la part du ministère du Revenu national—les bureaux régionaux de l'impôt ayant distribué en grand nombre, à la place des formules appropriées, des formules qui, sans l'indiquer d'aucune façon, s'appliquaient aux personnes décédées ou aux immigrants—je voudrais demander au ministre s'il entend maintenant prolonger le délai établi pour le renvoi de ces formules, à la suite de cette erreur de la part de son ministère?

L'hon. Robert Stanbury (ministre du Revenu national): C'est pour moi la première nouvelle d'une telle allégation. Il y a des chances qu'elle soit inexacte, comme le sont un bon nombre de celles que font les oppositionnels.

M. Paproski: Cette remarque m'offense!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Calgary-Sud a fait preuve de beaucoup de patience, et devrait avoir l'occasion de poser une question. Je ne crois vraiment pas que nous devrions entendre maintenant de questions supplémentaires à ce sujet.

M. Paproski: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. L'allégation du ministre m'offense. Je voudrais lui montrer les deux formules—je les aies en main—que le ministère du Revenu national a distribuées. Il n'y a rien qui indique qu'elles s'appliquent aux cas de personnes décédées et d'immigrants, et pourtant on les a distribuées à des milliers de Canadiens dans ma région et dans d'autres parties du Canada.

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas là d'un rappel au Règlement. C'est une affaire à discuter entre le ministre et le député. Le député voudra peut-être y donner suite après l'appel de l'ordre du jour.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au leader du gouvernement à la Chambre quels seront les travaux aujourd'hui, demain et la semaine prochaine.

M. MacEachen: Nous allons commencer, aujourd'hui, par étudier la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or, puis la loi sur l'assurance-récolte. Indépendamment des progrès réalisés aujourd'hui, nous commencerons demain l'étude du projet de loi sur l'examen de l'investissement étranger, après quoi nous passerons à la loi sur les Chemins de fer Nationaux du Canada (financement et garantie), la loi sur l'aéronautique et la loi sur le développement de la pêche. Mardi, nous allons proposer l'adoption des résolutions des voies et moyens. Si elles sont adoptées, nous pourrions ensuite passer à l'étude des résolutions selon les arrangements auxquels on en sera arrivé au sujet des absents.